



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Attaques racistes

Question au Gouvernement n° 1484

Texte de la question

COUPES DANS LE BUDGET DÉDIÉ AUX OUTRE-MER

Mme la présidente . La parole est à M. Davy Rimane.

M. Davy Rimane . Le premier ministre a annoncé 6 milliards d'euros de nouvelles coupes budgétaires, sans préciser qui devra se serrer la ceinture. Mais le suspense a été de courte durée... nous avons appris dans la foulée que les crédits de la ligne budgétaire unique, pilier de la politique du logement social ultramarin, seraient réduits de façon drastique. Pourtant, nous attendons toujours que 13 000 logements sociaux sortent de terre en Guyane, 15 000 en Martinique et 51 000 à La Réunion. Je ne savais pas qu'il était coutume de tirer sur une ambulance déjà bringuebalante !

Si la frugalité est peut-être le nouveau mantra de la politique budgétaire du gouvernement, elle est un mode de vie chez moi, en Guyane, où plus d'un habitant sur deux est sous le seuil de pauvreté ; en Martinique, où acheter du lait, du riz ou des couches coûte presque deux fois plus cher que dans les supermarchés que la plupart d'entre vous fréquentez ; à Mayotte, où aller à l'école est un luxe qu'un enfant sur huit ne connaît pas ; à La Réunion, où des familles entières s'entassent dans des deux pièces faute de loyers abordables. Dans le même temps, les sargasses, qui empoisonnent déjà la vie des Guadeloupéens et des Martiniquais, viennent désormais polluer les côtes guyanaises, comme si le mercure et le chlordécone ne faisaient pas couler suffisamment de poison dans nos veines.

Je demande de la transparence : de combien comptez-vous amputer le budget dédié aux outre-mer ? Nous avons besoin d'une politique du logement ambitieuse, d'un plan Sargasses élargi à la Guyane et d'outils de lutte contre la cherté de la vie. Pouvez-vous nous les garantir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre des outre-mer.

Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer . Je vais évidemment faire preuve de transparence. Pour l'exercice 2026, le budget des outre-mer a été renforcé de plus de 1,5 milliard d'euros par rapport au précédent.

Un député du groupe LFI . C'est faux !

Mme Naïma Moutchou, ministre . Dans une période de contraintes budgétaires, c'est un choix politique fort qui démontre l'ambition qu'a le gouvernement de répondre aux nombreux défis des outre-mer : les problèmes de logement, la cherté de la vie, la continuité territoriale, la lutte contre les sargasses, etc.

En matière de logement, 80 % des crédits votés sont d'ores et déjà disponibles. Nous venons de déléguer aux préfets 55 % des enveloppes territorialisées, avec instruction de les consommer rapidement pour que les logements dont nos compatriotes ont besoin sortent vite de terre. Je suis très vigilante à propos de la ligne

budgétaire unique, un pilier essentiel de notre action sur lequel je n'ai pas d'annonces à faire à ce stade mais sur lequel je continuerai à informer la représentation nationale et la délégation aux outre-mer que vous présidez.

L'adoption d'un amendement du gouvernement au projet de loi de finances pour 2026 a permis de porter l'enveloppe dédiée à la lutte contre les sargasses à 6,7 millions d'euros, soit 2,5 millions de plus que précédemment. Par ailleurs, le ministère des outre-mer contribue à l'expérimentation de la collecte en mer en Martinique et à la pose de barrages. De plus, nous préparons le plan Sargasses 3, dont les priorités seront le financement – vous avez raison, l'argent est le nerf de la guerre – et les actions visant à mieux empêcher l'arrivée de ces algues sur les côtes, comme c'est désormais le cas en Guyane. Nous sommes vigilants face à ce phénomène et je peux vous annoncer que le futur plan prévoira la possibilité d'une gouvernance guyanaise en la matière. C'est un point prioritaire pour nous. Voilà pour l'essentiel, avant que j'informe plus en détail le président de la délégation aux outre-mer que vous êtes.

Mme la présidente . La parole est à M. Davy Rimane.

M. Davy Rimane . Je vous remercie pour votre réponse. Néanmoins, au moment où nous parlons, la baisse annoncée de la LBU est de 40 % pour La Réunion et de 60 % pour la Guyane. De tels chiffres signifient un coup d'arrêt à la construction de logements sociaux. D'autre part, les sargasses sont déjà sur les côtes guyanaises, ce qui est un problème pour l'activité locale de pêche. C'est pourquoi nous voulons être intégrés au plan Sargasses 3. Enfin, la délégation aux outre-mer a demandé à vous auditionner très prochainement. Ce jour-là, nous attendrons des réponses plus précises.

Données clés

Auteur : [M. Davy Rimane](#)

Circonscription : Guyane (2^e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1484

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 avril 2026